



# LE POITOU ROUGE

*Penser, militer, se rassembler, pour l'urgence sociale, écologiste, démocratique... anticapitaliste !*



Après plus de quatre ans sans avoir publié de presse locale, nous décidons de réaliser un numéro en ce mois de juillet 2022. Nous sortons d'une séquence politique intense et il nous semble important de prendre un peu de temps, pour mettre en avant quelques réflexions au sujet de l'extrême-droite, de la situation internationale ou encore de la recomposition politique à gauche.

Nous voulons aussi profiter de ce numéro pour donner la parole aux luttes dans lesquelles nous sommes impliqué.e.s ou pour lesquelles nous avons un intérêt. Pour ce retour, nous faisons peau neuve avec un nouveau nom : **Le Poitou Rouge !**

Bonne lecture à toutes et à tous !



## SOMMAIRE

Edito - Pour une gauche anticapitaliste  
Page 2-5

Fête Anticapitaliste 2022  
Page 6

DNSI 86 : un collectif militant contre le racisme et la xénophobie  
Page 7

Le point sur la situation au Liban  
Page 8-9

Hommage à Alain Krivine  
Page 10-11

Risque fasciste  
Page 12 et 13

Luttes LGBTQIA+ : quelles perspectives anticapitalistes ?  
Page 14

Droit à l'IVG : Interview du Collectif du 8 Mars  
Page 15

Rencontre avec un militant du collectif « Bassines, non merci ! »  
Page 16 et 17

Solidarité avec l'Ukraine  
Page 18

Fonderies du Poitou : la désindustrialisation capitaliste  
Page 19

Ca se passe à Poitiers !  
Agenda

Page 20

# Edito

## ***Pour une gauche révolutionnaire, inclusive, unitaire, radicale***

*A l'heure où Macron vient d'être réélu avec un programme de casse sociale et où l'extrême-droite est plus forte que jamais, il nous faut réfléchir à notre stratégie pour redonner à notre classe sociale une perspective émancipatrice mais, aussi, des outils pour agir dans cette perspective et au quotidien.*

*Jean-Luc Mélenchon a obtenu à lui seul près de 22 % des voix à la présidentielle, distançant largement tou·te·s les autres candidat·e·s. Le « total gauche » est autour de 31 %. La « triangulation » du champ politique entre la droite libérale, la gauche radicale et l'extrême-droite a emmené le candidat de l'Union populaire aux portes du deuxième tour, à un peu plus de 1 % de Marine Le Pen. Si une victoire de la gauche au second tour semblait très peu envisageable, force est de constater qu'il était possible d'éviter un duel Macron/Le Pen. Toutefois, si un vote « utile » à gauche a clairement été de vigueur, il en a été de même à l'extrême-droite puisque Zemmour s'est écroulé dans les sondages, ses potentiels électeurs/trices voulant assurer la qualification de Le Pen. Cela démontre par ailleurs qu'il est faux de limiter le vote en faveur de Le Pen à de la colère sociale. Il y a une base idéologique minimale au vote à l'extrême-droite : le racisme (même à travers des préjugés), et plus largement la défense de valeurs réactionnaires, la peur face à l'inconnu et l'individualisme (lire à ce sujet l'article de ce journal « Risque fasciste : comprendre le danger pour stopper la bête immonde »).*

*Le bon score de Mélenchon est toutefois à contrebalancer, comme on l'a vu, avec un « total gauche » très bas. Il n'y a toutefois pas que des mauvaises nouvelles, et la déroute totale du PS qui passe sous les 2 % en est une. EELV et le PCF sont eux sous les 5 % et même sous les 3 % dans le cas du PC. Enfin, l'extrême-gauche, NPA et LO, ne pèse rien électoralement (0,77 % et 0,56%). Néanmoins, dans le cas de la campagne Poutou, le score ne symbolise pas la sympathie rencontrée, particulièrement dans la jeunesse. Il faudra analyser cela plus en détail même s'il est clair qu'une part non-négligeable de l'électorat Mélenchon se retrouve aussi dans le discours plus radical du NPA mais vote « utile », et qu'une autre partie de la jeunesse sensible à l'anticapitalisme et aux luttes radicales ne vote pas. Une de nos tâches, on le verra plus loin, est de réussir à organiser politiquement cette génération sensible aux questions écologistes, féministes, LGBTQI+...*

Edito complété par les articles des pages 3 à 5.



## **ontacts**

**Courriel :** [contact@poitiersanticapitaliste.org](mailto:contact@poitiersanticapitaliste.org)

**Site web :** [poitiersanticapitaliste.org](http://poitiersanticapitaliste.org)

**Facebook :** [www.facebook.com/npa.poitiers](http://www.facebook.com/npa.poitiers)

## *Nouvelle gauche plurielle ou gauche de combat contre le capitalisme ?*

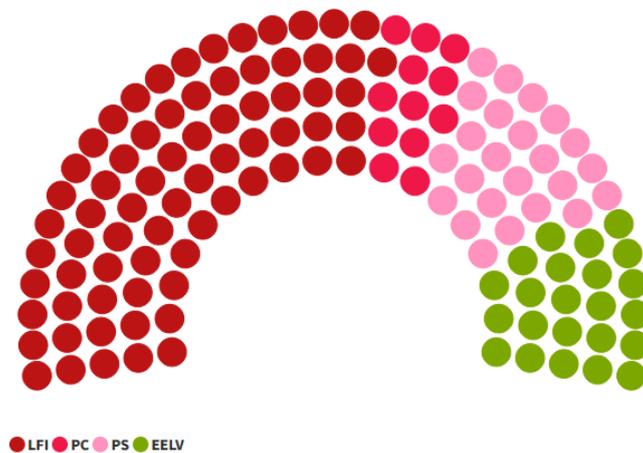
Aux élections législatives la gauche institutionnelle s'est rassemblée dans la NUPES (Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale), autour du programme « L'avenir en commun » remodelé (disons-le, moins radical avec l'arrivée du PS et EELV) et avec l'objectif de faire de Jean-Luc Mélenchon le nouveau 1er ministre. La NUPES rassemble l'UP-FI, EELV, le PCF, le PS et Génération.s. Le NPA a participé aux discussions pour aboutir à un accord mais la présence du PS, la droitisation de plusieurs points du programme, ou encore la très faible place laissée au NPA en nombre de candidat.e.s (alors que le PS a eu une place disproportionnée à la lumière de son score à la présidentielle) nous ont poussé à ne pas rejoindre l'attelage. Nous étions aussi en désaccord avec l'axe de campagne « Mélenchon 1er Ministre », qui, selon nous, à trois défauts importants : 1. Il personnalise une campagne. 2. Il renforce la croyance dans les institutions bourgeoises et le parlementarisme. 3. Il donnait une perspective inatteignable, possiblement démolisante et sans perspective de lutte. Mais ce slogan a eu l'avantage de politiser cette séquence, reconnaissons-le aussi.

Lutte Ouvrière a de son côté présenté des candidat.e.s partout et a obtenu autour de 1 %. Le NPA a présenté ou soutenu quelques candidat.e.s là où la NUPES présentait des gens du PS ou des socio-libéraux assumés. A Lyon, un camarade totalise plus de 6 % des voix. Dans la région, nous n'avions qu'une candidature, en Charente, qui obtient 0,55 % malgré une implantation. Même face à des NUPES/PS, ce qui était le cas ici, il n'y a pas eu d'espace électoral à la gauche de la gauche...

La NUPES totalise 133 député.e.s dont la grande majorité sont des

insoumis.e.s. La FI obtient 72 député.e.s, le PC 12, EELV 23 et le PS 26. Le total est clairement supérieur à 2017 même si, en nombre de sièges, on est loin de la majorité – le total « gauche » reste bas. Par ailleurs, les premières divisions apparaissent avec le PC et Roussel. Si la NUPES venait à éclater, le RN deviendrait la première force d'opposition puisque la FI compte à elle seule moins de député.e.s que l'extrême-droite.

Dans la grande majorité des cas le NPA a soutenu les candidats de la NUPES. Dans certaines circonscriptions nous avons même participé à la campagne, comme dans le



20e avec Danièle Simonnet ou à Montreuil avec Alexis Corbière. Dans la Vienne, nous avons appelé à voter pour les candidat.e.s LFI (sur la 2 et la 3) au 1er tour. Puis sur la 1 et la 2 au 2e tour. Sur la 1, la candidate NUPES/EELV, Lisa Belluco (par ailleurs élue à la municipalité avec Poitiers collectif) l'a emporté face à LREM/Ensemble. Sur les 3 autres circonscriptions, les macronistes gagnent, dont deux fois face au RN (sur la 3 et la 4)...

Nous savons que le vote NUPES n'est pas un vote anticapitaliste, mais face à Macron et Le Pen, il pouvait symboliser un coup de frein avec les politiques néolibérales et racistes. C'est une approche tactique tout à fait assumée et d'autant plus cohérente que le NPA reste une organisation

indépendante défendant sa propre politique sans se dissoudre. Il faut continuer dans cette voie, c'est-à-dire lancer des initiatives unitaires pour les luttes sur l'eau, la pauvreté, le racisme, le sexisme, mais aussi en réaction aux attaques du gouvernement, notamment sur les retraites... nous devons participer à la construction d'un large front social et politique, autour de revendications partagées et défendues à la fois dans les luttes et dans les élections. Mais il est nécessaire d'apporter des clarifications sur la stratégie d'ensemble et de continuer à construire une organisation anticapitaliste indépendante et souple tactiquement, dans la perspective plus lointaine mais plus complète d'un changement révolutionnaire de la société.

Au sujet de la NUPES, il faut commencer par analyser ce qu'est cette force politique. Aussi, nous pensons que l'on va vite en besogne en qualifiant ce rassemblement de « réformiste ». Le réformisme implique une volonté anticapitaliste – socialiste, communiste – par voies de réformes. Or, il est au minimum cavalier de considérer le PS et EELV comme des forces anticapitalistes, même réformistes. La question se pose aussi pour le PC, dont la bureaucratie est de plus en plus engluée dans une logique de survie et dont la campagne présidentielle a montré des désaccords majeurs sur les questions écologiques et sécuritaires. Du côté de l'UP/FI, s'il est là encore très compliqué de considérer certain.e.s dirigeant.e.s comme anticapitalistes, il faut noter plusieurs éléments. D'abord ce parti n'est pas encore totalement bureaucraté et des milliers de personnes viennent, militent, repartent, et ont souvent avec des idées proches de celles des révolutionnaires. Tout n'est donc pas figé.

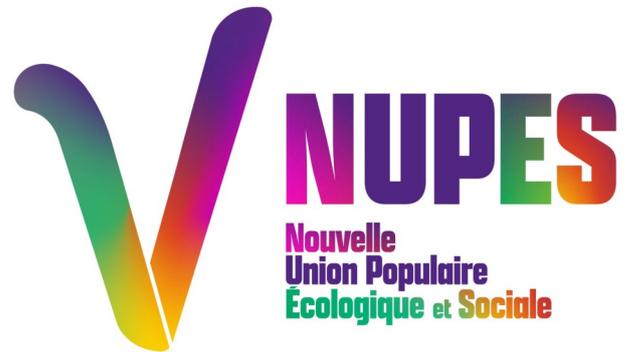
Toutefois, il est réellement important de clarifier la question de la présence de partis bourgeois comme le PS dans une logique de front unique. Ce parti est de façon évidente – avec des pans de EELV ou du PC – le maillon faible sur lequel les capitalistes peuvent s'appuyer en cas de crise politique majeure. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de désaccords avec la FI, notamment sur la nature de l'état, mais cela fait partie du débat classique entre réformistes et révolutionnaires et n'empêche pas l'action et la réflexion commune. Mais le PS est lui historiquement du côté du manche. Il faut donc s'en démarquer.

De plus, la situation politique ultra-autoritaire montre plusieurs choses qui doivent être intégrées à notre stratégie révolutionnaire. Le néo-libéralisme, ce n'est pas seulement le capitalisme. Et le capitalisme, ce n'est pas seulement l'économie. La société capitaliste imprègne tout. Tout est politique. Les capitalistes ont réussi à imposer leur modèle et leur logique partout, dans les moindres recoins et comportements de la vie des gens. C'est pourquoi il faut redéfinir un projet stratégique qui ne peut être résumé uniquement par « réforme ou révolution ». De fait aujourd'hui la bourgeoisie concentre un tel niveau de pouvoir qu'elle ne cède rien. La moindre lutte ou critique est réprimée car elle porte en elle des valeurs opposées au capitalisme, en premier lieu l'action collective et l'intérêt collectif. En France et partout dans le monde. Dans notre pays, même un simple match de foot ou une interpellation du président par une lycéenne entraînent une répression, parfois féroce. À ce titre, on peut imaginer le niveau de violence qu'exercerait la bourgeoisie en cas de poussée révolu-

tionnaire. On peut également poser la question de la possibilité du réformisme. Serait-il possible de mettre en place un programme de réformes tranquillement ? Oui il faudra des luttes pour pousser car les capitalistes ne céderont rien mais, pire que ça, ne faut-il pas craindre une contre-révolution, un coup d'état des forces réactionnaires ? À en voir l'attitude médiatique face à la NUPES (pourtant pas si radicale que ça), on sent que la bourgeoisie est prête à tout. C'est aussi avec cela à l'esprit qu'il faut analyser et comprendre le niveau de l'extrême-droite dans notre pays – niveau encore plus important dans les forces de répression – alors que des membres de la police s'autonomisent et que des membres de l'armée ont lancé des appels factieux. Ces éléments de réflexions politiques ont été compris par de nombreuses personnes dans les quartiers, qui vivent de plein fouet le racisme étatique, et qui ont voté pour beaucoup Mélenchon à la présidentielle pour tenter d'éviter une catastrophe supplémentaire.

Ce que montre la séquence c'est que d'un côté les révolutionnaires se trompent en voulant se démarquer des réformistes de façon abstraite et que les réformistes se trompent en pensant pouvoir faire passer la moindre réforme sans remettre en cause l'ensemble du système. En réalité, la moindre réforme est aujourd'hui une possibilité révolutionnaire ou une possibilité de trahison, car elle implique un niveau d'affrontement surdimensionné pour être appliquée. Prendre le pouvoir pour vraiment mettre en place une poli-

tique nécessite une révolution politique, sociale, économique, culturelle... Ne pas le prendre – le pouvoir – et se limiter à un gouvernement implique une gestion néo-libérale à la Tsipras. Il n'y a



pas d'entre-deux. Les revendications issues des luttes et des milieux populaires peuvent ainsi être largement suffisantes pour mettre le feu aux poudres. Un programme précis et chiffré ne sert à rien d'autre qu'à être crédibles auprès de la petite-bourgeoisie, des médias et de l'appareil d'état. Ce qui compte, c'est de trouver des mesures unifiantes, des revendications capables de mettre dans l'action, dans la rue, dans le travail de conviction, des millions de personnes en même temps, de trouver le dénominateur commun pour frapper toutes et tous ensemble. Une revendication comme « l'eau bien commun » peut avoir cet effet, comme celle « du pain » en eu un en Russie en 1917. À l'heure de la crise écologique, de la crise climatique, elle permet de mettre en avant les sécheresses, les dégâts de l'agro-business, l'inhumanité des politiques anti-migrants, le besoin de services publics démocratiques, la dureté de la vie et le besoin de développer les gratuités, pour l'eau mais aussi pour des transports écologiques, des logements sobres, une alimentation de qualité... Or, ces revendications s'opposent structurellement au capitalisme néo-libéral.

## Une nouvelle utopie, un nouveau programme, une nouvelle organisation

Dans le même temps, nous devons réinventer, non pas un programme, mais un paradigme, une façon de vivre, de penser. Une nouvelle société toute entière. Le communisme, l'anarchisme, le socialisme... un peu de tout ça et de beaucoup d'autres choses. Une ambition commune, un avenir en commun (car c'est un très beau nom), une utopie (osons le mot) qui redonne du sens à l'action collective. Commencer par écrire un manifeste, unitaire, collectif, pourrait être une première étape d'un travail en commun puis d'une diffusion commune avec moult initiatives.

Il faut dépasser le NPA. Notre organisation tient la route politiquement mais, en pratique, elle manque de forces militantes et n'a pas la crédibilité permettant de jouer un rôle politique majeur dans la période – d'autant plus que nos divisions sur des sujets importants (parti, stratégie, revendications transitoires) nous paralysent beaucoup et/ou créent de la cacophonie. Nous devons maintenir l'idée d'un parti révolutionnaire, mais pas en opposition au réformisme puisque, c'est l'idée de ce texte, il n'y a plus de réformisme applicable – pour peu qu'il y en ait déjà eu un. Aujourd'hui, c'est anticapitalisme ou barbarie. Il n'y a pas d'autres voies

possibles. Beaucoup d'indicateurs montrent que la bourgeoisie, en cas de crise du pouvoir, s'orientera vers la solution fasciste plutôt que vers celle du réformisme. C'est pourquoi nous devons avoir une politique d'ouverture et de dialogue avec toutes celles et ceux qui défendent une perspective de rupture sociale, écologique, démocratique. Nous devons jouer ce rôle de rassemblement. Cela ne veut pas dire abandonner la construction d'un parti anticapitaliste.

Dans l'immédiat, il faut rassembler plusieurs groupes – dont le NPA, Rejoignons-nous, Se fédérer, l'UCL, l'OCL, Ensemble, etc. Unifier les anticapitalistes – de traditions communistes, trotskistes, libertaires, écologistes, etc – à la recherche d'une organisation démocratique et radicale pour militer et réfléchir. Cette organisation, il faut la construire en militant et recrutant sur la base d'une orientation politique unitaire et ouverte. Elle doit être un lieu en capacité d'accueillir toute la jeunesse qui s'est intéressée à la campagne Poutou, qui se retrouve dans les luttes écologistes, féministes, antiracistes, LGBTIQ+, mais qui pour le moment ne s'engage pas dans un parti ou mouvement. Cela nécessite de la bienveillance, de la démocratie, de la forma-

tion. Le parti doit être utile aux militant·e·s et pas seulement l'inverse.

Dans le même temps, il faut chercher à mettre en place une structure permanente des organisations sociales et politiques de la gauche, qui débat, propose, réagit, organise... Le parlement populaire de la France Insoumise ne joue pas vraiment ce rôle aujourd'hui mais les forces en présence – en les étoffant en y intégrant des syndicalistes, des animateurs de lutte, d'autres partis – sont celles qu'il faut réunir. Avec un pouvoir décisionnel, avec une élection démocratique des membres : un lieu pour débattre de la stratégie de notre camp social dans les luttes à venir, mais aussi dans les propositions politiques à formuler – sans enlever à chaque organisation son indépendance et la possibilité de se démarquer d'une position du « parlement ». L'anticapitalisme, la révolution, n'impliquent nullement la morgue et le mépris. Au contraire, nous devons être des militant·e·s joyeusement investis, nous devons donner envie. En ce sens, mêler la radicalité nécessaire sur le fond à une souplesse organisationnelle et tactique semble être la voie à suivre.

Alexandre Raguet

## CULTURE

Auteure : Annie ERNAUX

Editeur : Gallimard (1963) / Folio (2001)

Adapté en film en 2021 par Audrey DIWAN

Annie Ernaux

L'événement



L'événement ce fut dans un premier temps le roman d'Annie Ernaux, publié pour la première fois en 1963. Un récit autobiographique. Et puis il y a eu le film, sorti en 2021. En 1963, Anne, étudiante en Lettres prometteuse, tombe enceinte. Elle décide d'avorter, prête à tout pour disposer de son corps et de son avenir. Elle s'engage seule dans une course contre la montre, bravant la loi. « Depuis des années je tourne autour de cet événement de ma vie. Lire dans un

changeaient instantanément en sensation violente. De la même façon, entendre par hasard La javanaise, J'ai la mémoire qui flanche, n'importe quelle chanson qui m'a accompagnée durant cette période, me bouleverse. » Le Lion d'Or gagné par Audrey Diwan à Venise, avec L'Événement, au nez et à la barbe de Jane Campion, Almodovar et Sorrentino, entre autres, en a surpris plus d'un. Personne ne sera plus étonné après avoir vu cette adaptation choc. Le force de ce film c'est d'abord la performance d'Anamaria Vartolomei, qui incarne à la perfection l'insouciance, la légèreté, puis l'horreur et la peur. Les seconds rôles sont interprétés par des pointures telles que Sandrine Bonnaire, Pio Marmai ou Anna Mouglalis. L'événement est un film puissant et politique. Un thriller plus qu'un drame, une course contre la montre dangereusement solitaire, motivée par la soif de liberté et l'instinct de survie du personnage. Ses désirs, son choix, son épreuve.

roman le récit d'un avortement me plonge dans un saisissement sans images ni pensées, comme si les mots se

Hélène Lanoue

## Poitiers. Fête anticapitaliste version 2022 : une réussite !

Dès le matin du samedi 21 mai, une dizaine de militant·e·s et sympathisant·e·s du NPA et de la BAC (Brigade Anti-Capitaliste) étaient présent·e·s sur le marché, avec d'autres militant·e·s du collectif antifasciste local. Nous voulions dénoncer auprès du public la présence du groupe Action Française qui commet depuis plusieurs mois maintenant des violences sur des militant·e·s de gauche et LGBTIQ+, et diffuse des idées racistes, homophobes, sexistes, à Poitiers.



À la suite de cette action, Philippe Poutou a rejoint la marche des fiertés. L'accueil fût excellent. Par sa présence le NPA a rappelé son soutien aux mobilisations pour l'égalité des droits, la dignité et les libertés.

À 16h, un débat était organisé pour ouvrir la fête anticapitaliste. Le thème était : « Quelle alternative à gauche : réforme ou révolution ? ». Sont intervenu·e·s à la tribune : Valérie Soumaille, alors candidate aux législatives à Poitiers pour la NUPES, et Alexandre Raguet, militant du NPA.

Les discussions ont été riches, y compris avec la salle, où des militant·e·s libertaires, insoumis·e·s, anticapitalistes, ont pu s'exprimer. Faut-il ou non détruire l'état, ou seulement « le bras droit » de celui-ci ? Les élections peuvent-elles changer la société ? Les mobilisations sociales, les luttes, doivent-elles être en soutien à un pouvoir politique, ou doivent-elles construire leur propre force politique, leur propre expression ou représentation ? Quel rapport à la nation, à la patrie, au colonialisme ? Existe-t-il encore des forces réformistes, au sens où celles-ci porteraient le projet du socialisme par voie de réforme ou sommes-nous dans une nouvelle forme politique ? Comment construire une société démocratique si, dès aujourd'hui dans notre fonctionne-

ment interne, nous ne sommes pas exemplaires en défendant un fonctionnement démocratique ? Ce débat a pu mettre à jour des désaccords politiques mais aussi des visions communes entre les différents protagonistes. Toutefois, dans une perspective d'organisation commune, ou tout le moins de perspective « utopique » commune, il est nécessaire de continuer à discuter. L'absence d'élections pour les deux ans à venir est en cela une bonne nouvelle puisque sans enjeux partisans et électoraux les discussions seront plus faciles.

À 18h, nous avons diffusé deux courts-métrages pour rendre hommage à Alain Krivine, notre camarade. D'abord L'abécédaire réalisé par les camarades du NPA, puis l'intervention d'Alain dans le docu Mai 68 n'a pas duré qu'un mois réalisé pour les 50 ans de Mai 68. Ce fût l'occasion de se rappeler des combats d'Alain et de la JCR, de la LC, de la LCR, du NPA...



A 19h, Itzhak a pris la parole pour présenter les activités du NPA 86. Puis Philippe Poutou est intervenu pour défendre la politique du NPA devant une centaine de personnes.

Enfin, la journée s'est terminée en musique, avec Antoine Haupteman, musicien/chanteur venu d'Angoulême, puis avec quelques classiques musicaux, dont l'Internationale, reprise en coeur par plusieurs dizaines de personnes sur scène.

Une belle journée anticapitaliste où plus de 150 personnes sont passées, certaines au débat, d'autres au film, au meeting ou simplement pour partager un verre. L'année prochaine, on remet ça !

**NPA86**

## ***DNSI 86 : un collectif militant contre le racisme et la xénophobie***

C'est au printemps 2011 que s'est créé le collectif DNSI sur Poitiers en réponse à un appel national d'une centaine de personnalités. L'idée était de créer un réseau de lutte contre le racisme et la xénophobie. Un peu comme l'avait été le réseau Ras le front à la fin des années 90. Cela partait du constat de la nécessité de relancer l'activité anti raciste et de solidarité avec les migrant·e·s à l'échelle nationale. Le projet a échoué. Le mouvement des sans-papiers était dans le creux de la vague et la division des assos de solidarité a fait le reste. Il reste quelques structures locales.

Des militant·e·s du NPA participent à ce collectif.

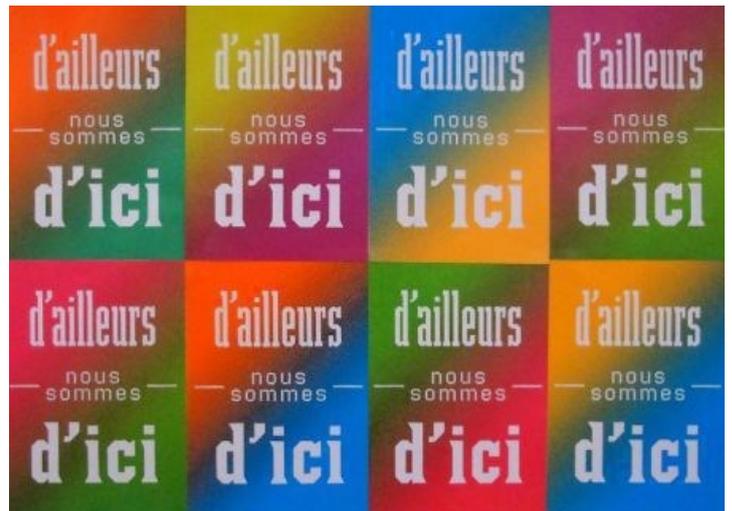
Le collectif est intervenu pour dénoncer les lois racistes qui se succèdent au gré des gouvernements et des ministres de l'intérieur, passant de Sarkozy à Valls, de Cazeneuve à Collomb, de Collomb à Darmanin. S'il y a bien un domaine où il n'y a pas de frontière entre les gouvernements successifs c'est celui des politiques migratoires, avec une constante : rendre plus difficile la régularisation et la possibilité de vivre ici.

Le collectif, avec les assos qui le composent, est directement confronté à ces politiques racistes. L'ab-



sence de papier équivaut à l'absence de droit. Pas de papier pas de travail, pas de papier pas de logement, pas de papier pas de droit. Il existe à Poitiers beaucoup d'assos qui viennent en aide pour accompagner dans les démarches, pour aider à se loger, pour aider aux soins, pour participer à l'apprentissage de la langue, pour des loisirs... la liste est longue et le nombre de personnes ainsi aidées est très important.

L'invasion de l'Ukraine par les troupes de Poutine a mis des centaines de milliers de migrant·e·s sur les



routes. Il a été possible de les accueillir sans difficultés particulières. C'est pour cela que DNSI, avec d'autres, exigent le même traitement pour tout·e·s les migrant·e·s.

A Poitiers des possibilités existent pour accueillir dans de meilleures conditions. Une partie des logements vides pourrait permettre de loger des familles sans papier. Evitant les allers-retours avec le 115 et les angoisses quotidiennes de ne pas savoir où l'on va dormir le soir. La municipalité, de gauche, doit mener ce combat à visage découvert y compris contre la préfecture. Chercher des compromis avec elle ne règlera rien.

Les discours des différents gouvernements sur le « problème de l'immigration » ont contribué à la banalisation du FN/RN. Les lois, de plus en plus restrictives, codifiant le droit au séjour marginalisent et précarisent de plus en plus de migrant·e·s.

Cette nouvelle séquence électorale se termine par 13 millions de voix pour l'extrême droite et 89 députés. Cette séquence s'accompagne également d'un renouveau d'activisme de groupuscules fascistes. Violences racistes, violences sexistes, violences homophobes, violences contre les militant·e·s sont de plus en plus fréquentes, y compris à Poitiers.

Il est aujourd'hui de la responsabilité de la gauche radicale de lutter contre le racisme, sans faux fuyant. Le poison du racisme, qu'il faut combattre pied à pied avant qu'il ne soit trop tard, infuse dans toutes les couches de la société.

Pour cela DNSI 86 est un outil à renforcer.

***Françoise Dugueperoux et Thierry Millet***

<https://www.facebook.com/dnsi86>

## ***Interview avec Imad Amer, membre du conseil des relations politiques de LiHaqqi***

**LIBAN** – 2019 – la population descend dans la rue, lors de la Thawra, pour contester le système politique, et obtient la démission de Saad Hariri, premier ministre de l'époque. Depuis, le pays s'enfoncé dans une crise économique, sociale et politique d'une gravité extrême, précipitée par les élites politiques. Les conditions de vie se sont détériorées et les tensions confessionnelles ont explosées, avec des affrontements en octobre 2021 en banlieue de Beirut.

La Thawra en 2019 fut un moment de prise de conscience politique pour beaucoup, et de nombreux mouvements firent leurs apparitions. L'un de ces mouvements est LiHaqqi - « Pour nos droits » en arabe.



*Des militant·e·s de LiHaqqi font un sit-in, demandant « Travaille, Santé, Nourriture, Logement pour toutes et tous »*

**Selon vous, quelles sont les causes de la crise actuelle ?**

Imad - La crise actuelle est la crise du système libanais, de cette fameuse formule qui a fait l'exception du Liban dans la région. Certains disent que c'est la corruption, mais non, la corruption n'est qu'une conséquence de ce système et pas la cause. La cause, c'est le système lui-même.

**En quoi le système libanais est responsable de cette crise ?**

Imad - Le système social, économique et politique du Liban est basé sur trois piliers. Le premier de ces piliers, c'est la logique confessionnelle de répartition du pouvoir. La deuxième, c'est l'oligarchie qui contrôle l'économie à travers des monopoles. Et le troisième, c'est le système religieux et patriarcal. Les trois sont évidemment liés, ceux qui gouvernent les parties confessionnelles sont ceux qui ont les monopoles, ou alors ce sont leurs amis, leurs familles. Et ils sont de mêche avec les leaders et les organisations religieuses. C'est comme la Sainte Trinité, mais du système libanais si vous voulez. La conséquence de cela, c'est que ce soit le pouvoir politique ou économique, il se répartit en fonction d'une logique confessionnelle entre les élites.

**Quelles sont les conséquences de cette répartition ?**

Imad - La relation entre l'état et le citoyen est parasitée par l'élite confessionnelle politico-économique. Elle ne se fait qu'à travers les partis confessionnels, il

n'y a pas d'alternative. Quelqu'un qui refuse cela est de facto exclu de la vie politique et sociale. Pour travailler dans les services publics, il faut l'accord d'un parti par exemple, puisque les postes sont pourvus en fonction de quotas confessionnels. Les dirigeants se partagent tout comme ça. C'est un véritable déni de démocratie, un système qu'on pourrait qualifier de mafieux.

**Certains qualifient le Liban de « démocratie de consensus ». Qu'en pensez-vous ?**

Imad - C'est à la fois juste et totalement faux. Parler de démocratie est trompeur, le peuple ne peut presque jamais s'exprimer sauf pour élire les députés, et ceux-ci ne répondent ensuite qu'à une logique du consensus, d'accord entre les différents partis confessionnels. Et les divisions entre ceux-ci ne sont pas d'ordre politique, mais confessionnel. Ils renforcent la division et la peur de l'autre comme mécanisme pour maintenir leurs autorités, il n'y a pas de réelles divisions sur la vision économique ou politique entre les partis confessionnels qui gouvernent. Le débat politique est donc loin des préoccupations et intérêts réels du peuple. Vu que la seule élection est celle des députés, le reste (élection du président, nomination du gouvernement) ne répond qu'à une logique d'accord d'appareil entre les différents partis, dans le but de préserver leurs intérêts et leurs mainmises sur le peuple. Ce système crée la corruption, la division sociale et les tensions entre les confessions. Le creusement des inégalités sociales en est aussi la conséquence.

## Quelles solutions proposez-vous ? Quelles est l'alternative que vous mettez sur la table ?

Imad - Pour nous, il faut un nouveau contrat social qui rompt avec le système. La base de ce nouveau contrat, c'est la mise en place d'un état laïque et déconfessionnalisé. Actuellement, il y a autant de codes civils que de confessions. Nous voulons un système juridique unique pour toutes et tous. Nous voulons l'abolition des quotas confessionnels dans les services publics et au parlement. Nous voulons encadrer les partis politiques pour empêcher la création de partis confessionnels. De plus, nous voulons décentraliser la pratique du pouvoir, avec des pouvoirs donnés aux mairies, aux élus locaux qui seront élus au suffrage universel direct.



Imad Amer avec Firas Hamdan, le nouveau député de LiHaqqi, en meeting

## Sur le volet économique, pour contrer la mainmise de cette élite politico-confessionnelle, que proposez-vous ?

Imad - Nous voulons en finir avec les monopoles. Nous voulons que l'état soutienne les initiatives de coopération entre les travailleurs, renforçant l'économie locale et solidaire contre les grandes entreprises. Le but est d'assurer une redistribution horizontale de la richesse. De même, pour assurer la justice sociale nous voulons renforcer les services d'éducation publiques face aux institutions privées religieuses. Pour cela, investir massivement dans le service public est nécessaire, de même que l'arrêt des subventions aux écoles religieuses et une taxation de la richesse des institutions religieuses. Nous voulons aussi garantir le logement et la santé pour tous.

## Un sujet qui revient souvent dans le débat public est la place des réfugiés, particulièrement les Palestiniens et les Syriens. Ceux-ci n'ont pas le droit de posséder un logement, pas le droit d'exercer dans de nombreuses professions, etc. Quelle position défend votre mouvement ?

Imad - Nous sommes pour l'accès à l'intégralité des droits civils pour tous, indifféremment de la nationalité. Pour les Palestiniens, nous voulons aussi qu'ils

puissent avoir le choix d'obtenir la nationalité libanaise, sans que cela n'empiète évidemment sur leurs droits essentiels au retour. Les deux ne sont pas contradictoires, les Palestiniens ont le droit de s'intégrer et participer à la construction de notre société s'ils le désirent. Pour les Syriens, nous nous opposons aux retours forcés en Syrie, il ne faut pas les mettre en

danger. Mais le Liban est en crise, et la situation est difficile pour beaucoup de syriens. Il faut mettre en place un réseau de solidarité international pour que ceux qui veulent quitter le Liban le puissent.

**Votre programme est ambitieux, et il va se heurter à la résistance des partis confessionnels qui eux bénéficient de ce système. Quelle est votre**

## stratégie ?

Imad - Notre stratégie découle d'une analyse simple : la force des partis ne vient pas des institutions, elle est ailleurs. Elle est dans leurs monopoles économiques, dans leurs réseaux clientélistes, dans leurs forces de frappe dans la rue. Il faut donc répondre sur ce terrain. Il nous faut créer un réseau dans les universités, dans la rue, dans les syndicats, les associations, les villages et les villes. Il faut créer la solidarité en luttant pour des intérêts communs. Mais en parallèle, il faut un travail à travers les institutions. Le rapport de force doit être constant et partout. Rien que hier, notre député élu en est venu aux mains avec un député d'un des partis confessionnels au parlement. Son élection nous permet, avec les 12 autres issus de la contestation, de peser sur le débat. Nous ne lâchons rien, ni dans les institutions ni dans la rue. Le rapport de force n'est pas en notre faveur, mais nous cherchons à faire émerger une conscience de classe basée sur des politiques de partage, d'égalité et de fraternité.

**Thawra !**

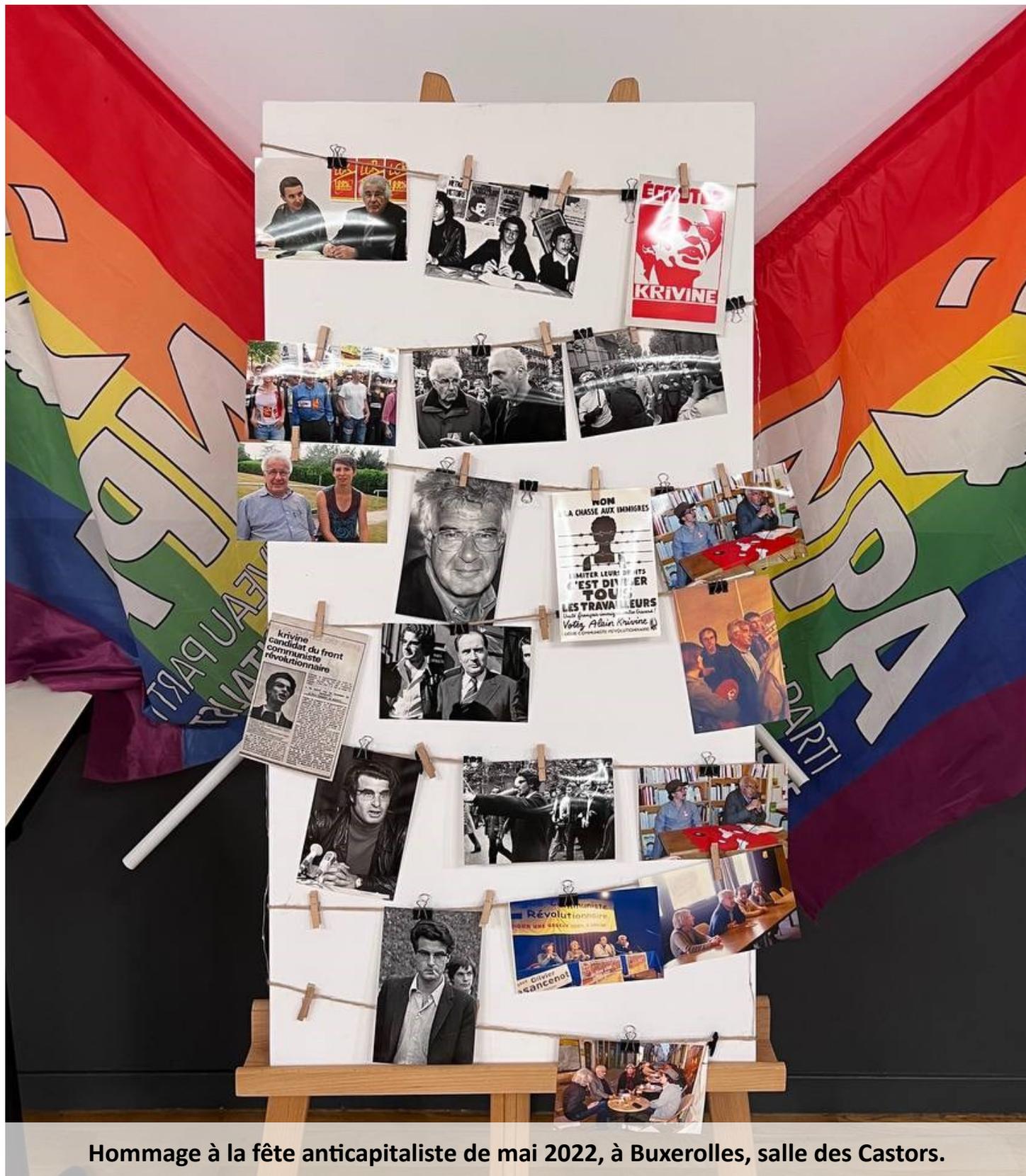
*propos recueillis par Zorok*

## Hommage à Alain Krivine (1941-2022)

Le 12 mars dernier, Alain Krivine nous quittait. Le 10 juillet il aurait fêté ses 81 années, dont plus de 60 dévouées au militantisme. Nous avons relaté ses combats internationalistes, révolutionnaires, de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie ou du Vietnam, à celle contre l'extrême-droite, ou encore à Mai 68.

Nous voulons ici rappeler qu'Alain est aussi souvent venu à Poitiers pour défendre les idées de la LCR puis du NPA. Chaque fois qu'il venait, nous étions toutes et tous très heureux/ses, car outre ses idées que nous partageons, Alain était une personne chaleureuse et amicale.

Nous vous proposons ici quelques photos souvenirs...



Hommage à la fête anticapitaliste de mai 2022, à Buxerolles, salle des Castors.



En 2002, Alain est venu à Poitiers pour soutenir la candidature d'Olivier Besancenot, alors peu connu !



Alain au Bibliocafé, en octobre 2014, pour un débat sur mai 68, et l'actualité des idées révolutionnaires.



En 2017, Alain participait à la fête anticapitaliste du NPA, à l'auberge de jeunesse, dans le quartier de Bellejouane. Ici en photo avec Manon LABAYE, alors conseillère municipale d'opposition de gauche à Poitiers.

# Risque fasciste : comprendre le danger pour stopper la bête immonde !

Marine Le Pen, malgré une énième crise interne, s'est à nouveau imposée au second tour de la présidentielle. Elle renforce largement ses positions. Le nombre de voix obtenues est beaucoup plus important qu'en 2017. L'arrivée de Zemmour sur la scène politique, avec un discours décomplexé, raciste, sexiste et homophobe, donne à la frontiste une image plus lisse et plus posée, résultat de la « dédiablement » qu'elle a orchestrée en prenant le pouvoir interne à la place de son père. En 2022, l'extrême-droite totalise 41,45 % avec 13.288.686 voix face à un Macron discrédité.

Aux législatives, le RN explose à encore les compteurs par rapport à 2017. Avec 3.589.465 voix il obtient 89 députés, ce qui est énorme pour un parti d'extrême-droite dans un système à deux tours. Cela montre qu'il n'y a plus – ou presque plus – de barrage contre l'extrême-droite. Une partie de la Macronie pense même qu'il est plus justifié de faire barrage

à la gauche qu'au RN (renvoyant à la triste époque du « plutôt Hitler que le Front populaire »)... Dans les cas de duels RN-LREM, beaucoup de gens de gauche ne vont plus voter ou votent blanc ou nul. Face au rejet énorme de Macron et à la duplicité de son parti dans les duels NUPES-RN, le RN arrache des député-e-s et va désormais pouvoir s'implanter dans de nombreux départements via une manne financière confortable, des locaux, une présence médiatique locale, une participation aux initiatives officielles.

Il faut aussi noter que la montée de l'extrême-droite se fait alors que depuis des années des politiques racistes et anti-migrants sont mises en place par les gouvernements successifs (UMP, PS, LREM) et sont acceptées par la majorité de la population. Une partie d'entre-elle pense même qu'il faut aller plus loin en votant massivement pour l'extrême-droite. Mais plus loin que laisser des milliers de gens mourir aux frontières,

plus loin que les violences policières (allant parfois jusqu'à la mort), plus loin que les lois islamophobes... Plus loin : où cela peut-il mener ?

Le reste de l'extrême-droite ne s'écroule pas tellement que ça. Zemmour réalise un score important à la présidentielle (7,07 %, 2.485.226 voix) même si c'est moins que prévu. Ajoutons aussi le résultat de Dupont-Aignan (2,06 %, 725.176 voix). Aux législatives, Reconquête ! obtient 4,24 % des suffrages et 964.775 voix. Là aussi, même s'ils n'ont pas de députés, ils vont recevoir une somme d'argent importante chaque année, environ 1,5 millions d'€. Lorsque l'on sait les liens qui existent entre Reconquête ! et des groupes néo-nazis, royalistes, néo-fascistes, notamment à Poitiers autour de l'Action Française ou de Poitiers royaliste, il y a de quoi être inquiet-e-s (cf. lire tract du collectif antifasciste poitevin sur l'extrême-droite à Poitiers).

## Des groupes fascistes menacent nos droits, agressent les citoyen-ne-s

Depuis le mois de Septembre, l'extrême droite (et en particulier ses militants ultra-nationalistes et fascistes) s'est redéveloppée à Poitiers en vue des élections, stimulée par leur nouveau gourou Éric Zemmour.

Dans tout le centre-ville leurs stickers fleurissent, les militant.es de gauche mais surtout des passants sont agressé-e-s régulièrement. On voit souvent ces jeunes fascistes faire des maraudes entre 10 et 15, cagoulés et armés de casques de motos ou de barres de fer.

Face à cette situation inacceptable, il est important de distinguer les différentes organisations de cette extrême droite pour mieux les combattre.



Action Française

C'est l'un des plus vieux mouvements de droite nationaliste et royaliste. Historiquement antisémite et collaborationniste, elle reprend l'idéologie de Charles Maurras et défend une monarchie chrétienne, héréditaire et antiparlementaire. Présente de longue date, elle a formé en théorie politique de nombreux nationalistes à la pensée réactionnaire.

Aujourd'hui à Poitiers, c'est un des groupes les plus dangereux, enchaînant les maraudes et les formations, notamment des plus jeunes. Dans d'autres villes l'AF attaque sans vergogne les mobilisations et blocus lycéens par exemple, et sert de base arrière à de nombreux groupes fascistes.

On notera également la présence de Poitiers Royaliste, dont beaucoup de ses membres font partie de l'AF, et qui représente en quelque sorte son bras armé. Ce groupe là n'a pas la prétention de faire de la politique, et n'existe qu'à travers les violences de rue qu'il engendre.

C'est le groupe le plus développé à Poitiers avec GZ.



Génération Zemmour

Avec la candidature d'Éric Zemmour, un nouveau groupe d'extrême-droite est apparu en France : Génération Zemmour (GZ). Les militants GZ sont souvent des jeunes, dont les activités politiques consistent à faire des activités militantes de soutien à Zemmour (tract, collage, etc). Leurs proximités avec des groupuscules de l'ultra-droite les rendent également dangereux. De plus, sous une couverture soi-disant républicaine d'une candidature à l'élection présidentielle, ils diffusent des idées racistes, misogynes et homophobes. Leur antisémitisme ne fait pas de doute non plus - leur proximité avec les militants de l'Action Française, des antisémites notoires, le prouve. À Poitiers, de nombreux membres des GZ sont aussi des membres de l'AF, partageant les mêmes cercles militants violents, xénophobes et haineux. Génération Zemmour est une vitrine permettant aux militants néo-fascistes de banaliser leur présence sous le prétexte d'une élection.



La Cocarde,

Ce groupe se revendique organisation d'étudiants de droite et affiche une idéologie très nationaliste et souverainiste. Ils ne sont pas les plus virulents de prime abord, mais cette organisation est un tremplin pour des idées plus radicales. Elle est présente surtout dans les grosses villes étudiantes, Poitiers avait vu la Cocarde se former il y a deux ans, avant qu'elle ne retourne au stade embryonnaire. Elle revendique quelques rares actions à Poitiers.

Comme nombre d'organisations fascistes, dès que le rapport de force est en sa faveur, ses membres n'hésitent pas à se montrer violents. A Paris par exemple leurs membres s'allient volontiers avec d'autres fascistes pour commettre des violences et attaques de cortèges.



Némésis

Groupe créé en 2019 se réclamant du féminisme identitaire, mais qui en réalité n'a de féministe que le nom, en effet leur unique combat est la fermeture des frontières et le renvoi des étrangers. Ce collectif entretient la confusion notamment par le lexique qu'il utilise, mais il ne doit berner personne, ce collectif est purement raciste, et n'a jamais défendu le droit des femmes, ni leurs acquis sociaux.

A Poitiers leur implantation est très faible bien que quelques membres s'en revendiquent, mais il faut rester vigilant, notamment à cause du fait qu'un manque d'attention pourrait faire tomber dans le panneau.

Ces organisations se connaissent bien, avec souvent les mêmes personnes entre elles, même si certaines s'affichent plus modérées, elles travaillent toutes main dans la main pour créer un climat de violence et de racisme dans les rues pictaviennes.

Ces fascistes traînent souvent dans le centre-ville et autour des bars, ne leur laissons aucune place !

Face à l'extrême droite, autodéfense populaire !



CAPE  
Collectif Antifasciste  
Poitiers et Environs

## *Poussée institutionnelle de l'extrême-droite*

Le RN a fait élire deux vice-présidents à l'Assemblée nationale, grâce, notamment, au vote de député·e·s LREM/Ensemble, pour empêcher une place trop importante de la NUPES. Ce serait toutefois une mauvaise analyse politique de penser que Le Pen aide Macron. Macron est simplement pris au piège de son faible score à la présidentielle et de sa défaite aux législatives. Et, comme on l'a vu plus haut, pour les bourgeois mieux vaut la droite, même extrême, que la gauche. Ils choisissent donc de s'allier sur leur droite même si cela veut dire scier la branche sur laquelle on est posé. Car Le Pen, elle, est dans une stratégie à long terme : elle a compris que la droite traditionnelle est à la peine, qu'il y a une course de vitesse engagée entre l'extrême-droite et la gauche radicale. Dans ce contexte elle cherche à manger Macron pour réussir l'union du peuple de droite autour d'elle, et cela va passer par des « deals » du type : « on vote ta loi mais tu ajoutes ça et ça ». Ça va pourrir toute la politique du pays qui va de fait être géré de façon « droite extrême », avec des mecs comme Darmanin capable de faire la jonction. La possibilité fasciste reste là et Le Pen est la principale protagoniste pour jouer le rôle de chef d'un état autoritaire et raciste. La normalisa-

tion du moment ne vise qu'à s'installer, s'institutionnaliser, pour mieux se construire et mieux apparaître comme l'alternative en cas d'écroulement de Macron. C'est aussi un moment important pour augmenter la diffusion de l'islamophobie à travers l'appareil d'état. Dans le même temps elle cherche à donner des gages aux capitalistes, à montrer qu'elle serait une excellente représentante des intérêts bourgeois, en cas de besoin. Et sur sa droite existent déjà ce qui peut s'apparenter à des milices en construction, un pied dedans un pied dehors du RN : c'est le cas du Bloc identitaire, de l'Action Française, du GUD, de la Cocarde, et dans une autre mesure, de Reconquête ou de l'Action Française. Ces groupes sont pour le moment marginaux, mais demain, avec une accentuation des thèmes et politiques racistes à travers un gouvernement appuyé sur l'extrême-droite pour être majoritaire, qui sait ce qu'il adviendra ? Le problème ce n'est plus seulement Macron mais le capitalisme pourrissant tout entier qui est prêt à tout pour maintenir l'ordre social actuel. Le fascisme est une option.

De notre côté, le meilleur moyen de lutter, c'est de rappeler sans cesse que dans « extrême-droite » il y a « droite ». La droite est le courant

politique de la bourgeoisie. Elle est là pour défendre les intérêts des riches et, s'il le faut, en frappant, en emprisonnant, en déportant, en tuant des opposants politiques et/ou des boucs-émissaires... C'est bien pourquoi il est toujours utile d'empêcher l'avènement du fascisme y compris par le vote afin de gagner du temps. Mais cela est opérant, si et seulement si ce temps est utilisé dans le but d'en finir avec le capitalisme puisqu'il n'y a pas de voie réformiste possible dans l'état que nous vivons. Même une victoire de la gauche aux élections pourrait donner lieu à des coups de forces armés, à l'heure où le bras droit de l'état – son bras armé, la police, l'armée – est complètement noyauté, voire dirigé, par l'extrême-droite (lire ou écouter, à ce sujet, les différentes enquêtes, notamment de Streetpress et rappellons-nous aussi de l'appel de militaires à un coup d'état).

C'est pourquoi il nous faut une gauche de combat et, plus que ça, il faut une gauche anticapitaliste, unitaire, qui rassemble des millions de personnes membres de partis, syndicats, associations, et membres de rien du tout également. C'est un besoin vital au sens propre du terme.

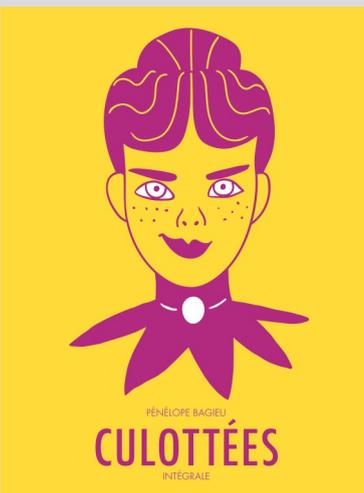
*Alexandre Raguet*

## CULTURE

**Auteure : Pénélope BAGIEU**

**Illustratrice : Pénélope BAGIEU**

**Editeur : Gallimard BD (intégrale parue en 2020)**



Les tomes 1 & 2 réunis en un seul volume.

Des femmes qui ne font que ce qu'elles veulent!

Guerrière apache ou sirène hollywoodienne, gardienne de phare ou créatrice de trolls, gynécologue ou impératrice, rappeuse afghane, journaliste d'investigation ou reine des bandits... Les Culottées ont fait voler en éclats les préjugés.

Trente portraits drôles et sensibles de femmes qui ont inventé leur destin ou qui ont, au cours de leur vie, bravé des interdits ou des normes sociales relevant du sexisme ou du patriarcat.

Les albums ont été adaptés en une série animée de 30 épisodes de 4 minutes disponibles gratuitement sur :

[www.france.tv/france-5/culottes/](http://www.france.tv/france-5/culottes/)

## *Luttes LGBTQIA+ : quelles perspectives anticapitalistes ?*

Le mois des fiertés vient de s'achever et une vague ultraréactionnaire ne cesse de progresser partout dans le monde : emprisonnement ou condamnation à mort pour « homosexualité » au Qatar et en Turquie, zones revendiquées « anti-LGBT » en Pologne, assassinats de militantEs trans au Brésil, agressions et attaques de Pride en Europe, ...

En France, la séquence électorale passée a été particulièrement violente pour les opprimés. La candidature du fasciste Zemmour a libéré la parole des pires conservateurs du pays, prétendant l'existence d'un « lobby » et d'une « propagande LGBT » pour décrédibiliser les luttes LGBTQIA+. L'élection de 89 députéEs du Rassemblement National (ex-FN) marque également un tournant historique et laisse planer une menace forte sur les personnes LGBTQIA+, l'extrême-droite ayant toujours été aux avant-gardes de la lutte contre nos droits.

### **Le piège du pinkwashing**

Comme toujours dans la pensée néolibérale, toute évolution de société est opportune pour faire des profits. Ainsi, le pinkwashing, technique de communication qui utilise les luttes LGBTI dans le but de se donner une image progressiste, est devenu monnaie courante dans la classe bourgeoise.

Les marches des fiertés, historiques lieux de revendication et de politisation, sont de plus en plus récupérées par les grands groupes capitalistes pour devenir des lieux de banalisation de l'idéologie libérale. Or, nous ne sommes pas dupes : ces grands groupes n'ont que faire de nos droits et n'ont pas de scrupule à exploiter les travailleurSEs en précarisant nos adelpheS à travers le monde. Par exemple, Disney se donne bonne conscience en vendant dans ses boutiques des produits dérivés LGBTI+ pendant le mois des fiertés mais finance en même temps les éluEs américainEs qui ont promulgué la loi LGBTIphobe « Don't Say Gay » en Floride (qui interdit d'évoquer les personnes LGBTQIA+ à l'école) ...

La Marche des Fiertés 2022 de Paris est également un parfait exemple. Outre la présence de nombreux chars de grandes entreprises capitalistes, un char macroniste défilait sans honte après 5 ans de politique antisociale et autoritaire, répercutant de façon extrême sur les personnes LGBTQIA+, et après 5 ans d'inaction pour nos droits avec une PMA transphobe

et réservée aux riches et la suppression des tortures appelées « thérapies de conversion » à seulement quelques semaines des élections présidentielles par électoralisme.

La présence de l'association de flics FLAG a également suscité la polémique. En plus d'être un non-sens historique, la première pride américaine étant en réaction aux Emeutes de Stonewall le 28 juin 1969 contre la répression policière envers nos adelpheS, c'est également un non-sens politique. Violences policières, refus de prise de plainte, mégenrages fréquents, propos et violences LGBTIphobes lors d'arrestations : les LGBTIphobies sont bien ancrées dans l'institution

policière, qui n'a donc pas sa place dans nos fiertés.

### **Unité, radicalité, anticapitalisme**

Face à ce pinkwashing néolibéral et à l'instrumentalisation de nos luttes par l'extrême-droite uniquement pour leur propagande raciste et islamophobe, il est urgent de s'unir et de regrouper notre camp social pour faire front.

La radicalité et l'anticapitalisme sont les seules alternatives à ce système. Lutter contre le capitalisme, c'est lutter contre le patriarcat et les LGBTIphobies, tant ces deux systèmes sont liés, s'entretiennent et se nourrissent l'un et l'autre : la prétendue lutte LGBTQIA+ sans lutte des classes relève quasi-systématiquement du pinkwashing, soit libéral, soit raciste.

Des revendications radicales communes sont déjà un premier pas dans cette perspective : PMA vraiment pour touTEs, gratuite et libre, interdiction des mutilations des personnes intersexes, changement de nom à l'état civil sur simple demande, remboursement des parcours de transition par la sécurité sociale, protection des travailleurSEs du sexe, etc. La Pride Radicale est également un bon exemple d'affirmer la radicalité de nos luttes anticapitalistes, antiracistes, internationalistes. Mais il est aussi plus qu'urgent de repolitiser le mouvement LGBTQIA+ dans son ensemble pour ne pas l'abandonner aux mains des capitalistes ou des fascistes. A nous d'amplifier cette dynamique pour inverser le rapport de force.

*Jordan P.*



## Interview avec le Collectif du 8 Mars

**Question 1. Bonjour, pouvez-vous vous présenter en quelques mots ?**

Le Collectif du 8 mars réunit les partis et organisations de gauche (PCF - EELV - PG - NPA - MJCF, Ensemble), des organisations syndicales (CGT, FSU, Sud Éducation) et les associations (le Planning Familial, les Amies des femmes de la Libération).

Il organise des événements autour des luttes féministes, notamment la journée internationale du droit des femmes, qui a lieu le 8 mars. Mais aussi des dates clefs du militantisme féministe comme le 28 septembre (journée internationale pour le droit à l'avortement), le 25 novembre (journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes)...

**Question 2. La lutte pour le droit à l'IVG prend à nouveau un caractère internationaliste. Cette fois-ci, ce sont les États-Unis qui font le choix d'interdire le droit à l'avortement. Mais où en sommes-nous un peu partout dans le monde ?**

Le droit à l'IVG reste largement inégal. Alors qu'une grossesse sur quatre se termine par un avortement chaque année, dans le monde, plus de 40 % des femmes en âge de concevoir vivent dans des États aux lois restrictives.

L'avortement est encore interdit dans près d'une vingtaine de pays, notamment dans de nombreuses nations d'Afrique – parmi lesquelles l'Égypte, le Sénégal, le Gabon, Madagascar ou encore la Mauritanie. Sur le continent sud-américain, l'accès à l'IVG est particulièrement difficile. Même si certains pays ont dépénalisé récemment comme la Colombie ou en Honduras, l'avortement n'est pas autorisé au Suriname, au Nicaragua ou encore au Salvador. C'est également le cas au Brésil.

Depuis une vingtaine d'années, on observe des reculs dans l'accès à l'avortement et notamment en Europe où certaines législations ont largement restreint l'accès. En Pologne, par exemple, où, depuis début 2022, l'avortement est interdit (sauf en cas de viol et d'inceste ou de mise en



danger de la santé de la mère ou du fœtus). Malte a totalement interdit l'accès. En revanche, certains pays ont dépénalisé l'avortement telle que l'Irlande dans le cadre d'un référendum en 2018. Ce droit est toujours fragile, ce fut le cas en 2013 en Espagne lorsque le gouvernement Rajoy avait proposé un loi restreignant l'accès à ce droit.

Dans les pays où l'avortement est interdit totalement ou partiellement, les femmes encourent de lourdes peines de prison, mais aussi la mort liée aux suites d'avortements clandestins pratiqués dans des conditions ne permettant aucune sécurité sanitaire. En effet, il faut avoir en tête qu'importe la législation en vigueur - y compris lorsque l'accès est facilité aux moyens de contraception - les femmes trouvent toujours les moyens de pratiquer et de recourir à l'avortement qui a toujours existé.

**Question 3. En France, la percée de l'extrême-droite et des idées réactionnaires montre que le droit à disposer de son corps peut être remis en cause. Qu'en pensez-vous ?**

Lorsqu'il y a des avancées en faveur des femmes ou des minorités de genre, il y a souvent le risque de vivre le backlash, ou retour de bâton, pour ralentir l'émancipation. Un repli sur soi, un retour aux valeurs nationalistes et de conservatisme passe systématiquement par un recul des droits des femmes et des minorités. C'est une façon de maintenir le patriarcat. Les féministes analysent cela depuis les années 1970, toute avancée est fragile. Rien n'est inscrit dans le marbre si l'on ne prête pas attention au droit et aux moyens donnés pour bénéficier de ces droits. Les lois ne suffisent pas, les États-Unis sont un bon exemple. Avant le retrait par la cour suprême il y a quelques semaines, de l'arrêt « Roe v. Wade » que la même cour avait prononcé

en 1973, il y a eu dans plusieurs États, une limitation de l'accès aux centres IVG ainsi qu'un certain nombre d'épisodes où des cliniques ont dû mettre en place des sortes de services d'ordre pour maintenir l'accès au droit.

En France, l'accès et les moyens mis pour bénéficier d'une IVG ne sont pas assurés et l'extrême droite a déjà évoqué la terminologie « d'avortement de confort », signifiant une forme de mépris des personnes qui en bénéficient. La question de la constitutionnalisation du droit à l'avortement déjà posée sans succès en 2018, est de nouveau à l'ordre du jour. Elle permettrait de garantir à toutes les femmes l'accès à l'IVG quel que soit le gouvernement et/ou la majorité parlementaire au pouvoir. Nous y sommes très favorables.

Mais il ne faut pas oublier que les politiques néolibérales à l'œuvre depuis des décennies, remettent aussi directement en cause le droit à l'IVG pour toutes sur tout le territoire. La recherche de rentabilité du service public hospitalier en même temps que la réduction des moyens humains et budgétaires qui lui sont alloués a par exemple conduit à la fermeture des hôpitaux de proximité rallongeant les délais et éloignant les femmes et particulièrement les jeunes et/ou les plus pauvres de services où les IVG pouvaient être pratiqués. Entre 2007 et 2017, 45 établissements hospitaliers pratiquant l'IVG ont ainsi fermé. De la même manière, les restructurations hospitalières ont amené le nombre de maternités 814 en 1996 à 461 en 2019, réduisant mécaniquement les centres d'IVG, souvent adossés aux maternités dans les hôpitaux publics. D'après le Planning Familial, 130 centres IVG ont ainsi fermé ces 15 dernières années. Les féministes ont rappelé avec force début juillet lors des manifestations de soutien aux femmes américaines une revendication des femmes du monde entier : « mon corps, mon choix ; avorter, mon droit ! ». Il faut avec détermination, pour l'instant encore, lutter pour obtenir son effectivité, partout, pour toutes ! Nous y sommes prêtes !

*Le Collectif du 8 mars de Poitiers*

# Rencontre avec un militant du collectif « Bassines, non merci ! »

Peux-tu te présenter rapidement, ainsi que le collectif « Bassines, non merci ! » ?

Je suis un des militant-e-s du collectif Bassines Non Merci, qui est un collectif citoyen impliqué sur les questions de l'eau, de l'agriculture et de l'environnement. Il rassemble des citoyen-ne-s donc, et reçoit le soutien de plus de 60 structures associatives, syndicales ou politiques, sur le plan local aussi bien que national

Voir la liste des soutiens sur le site « [bassinesnonmerci.fr](http://bassinesnonmerci.fr) ».

Ce collectif s'est construit en 2017 autour de l'opposition à la création d'un projet de méga-bassines (ou « réserves de substitution ») dans le bassin version Sèvre Niortaise – Marais Poitevin.

Depuis, d'autres projets similaires sont à l'étude ailleurs dans l'ex-Poitou-Charentes et au-delà, mais d'autres collectifs Bassines Non Merci fleurissent aussi pour s'y opposer et proposer une autre vision agricole et environnementale !

**Qu'est-ce qu'une Bassine et en quoi ce genre de projet pose problème ?**

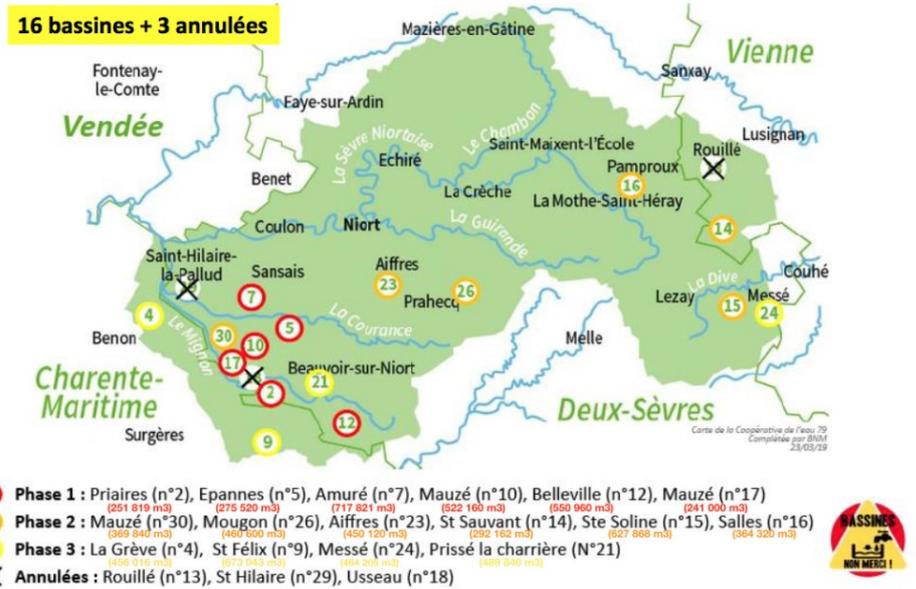
C'est un ouvrage immense de stockage d'eau à destination de l'irrigation agricole. Pour vous rendre compte, 1 bassine fait en moyenne 10ha (soit l'équivalent de 10 grands terrains de foot) sur une hauteur de 10m de haut, le tout plastifié pour imperméabiliser l'ouvrage.

Elle est ensuite remplie par pompage dans les nappes phréatiques.

Cette eau stockée va alors servir à sécuriser un modèle agricole agro-industriel car ce n'est pas pour irriguer des cultures vivrières qui nourrissent la population localement : il s'agit d'irriguer des grandes cultures céréalières, essentiellement du maïs (une plante très gourmande en eau au moment où elle est le moins disponible) qui part à l'export pour

## Carte des Bassines du projet Sèvre Niortaise - Mignon

Phases de construction mentionnées dans le protocole d'accord signé le 18/12/18



nourrir des animaux en batteries dans des conditions d'élevage intolérables et inacceptables. Cela développe derrière des pratiques agricoles qui ne respectent pas le vivant, qui polluent (car cela demande d'utiliser beaucoup de pesticides, d'engrais chimiques,...), qui détruisent la biodiversité et la santé de tous et qui détruisent les paysans...

Tout cela est financé à 70 % par de l'argent public (via les Agences de l'Eau, la Région,...), sur un coût total de 60 millions d'euros pour les 16 mégabassines du projet Sèvre-Niortaise-Marais-Poitevin.

De plus, c'est un système profondément injuste entre les agriculteurs, qui alimente les plus gros, qui sont déjà beaucoup subventionnés par ailleurs, sur des exploitations de plusieurs centaines d'hectares, plutôt que d'installer des maraîchers par exemple. En effet, elles ne vont bénéficier qu'à 5 % d'exploitations agricoles (230 bénéficiaires raccordés avec seulement 25 gros bénéficiaires (>100 000 m3/an sur bassines). C'est bien un accaparement d'eau au profit de quelques uns au détriment de la population et de la préservation des milieux.

Or nous savons très bien qu'à l'avenir, les situations de pénuries d'eau vont se multiplier et les scientifiques disent déjà que ces ouvrages ne pourront pas être remplis car la ressource ne sera pas disponible pour ça.

**Dans le Poitou-Charentes, on en est où ? Combien de Bassines construites, combien de projets ?**

Dans l'ex-Poitou-Charentes, on comptabilise actuellement une dizaine de projets visant à construire environ cent bassines. Plusieurs existent déjà, mais la majorité des ouvrages existants se trouvent en Vendée, juste au nord du Marais Poitevin.

Nous faisons actuellement un travail de recensement participatif des bassines, existantes et en projet, qui est disponible en ligne. Chacun peut donc participer à la compléter pour les ouvrages existants et en projet, à transmettre des informations et à alerter sur des démarrages imminents de travaux, en envoyant un mail à cette adresse :

[meteobassines@riseup.net](mailto:meteobassines@riseup.net)

Et cela a déjà des impacts sur le climat, les terres, la sécheresse, les incendies ?

Déjà, il est utile de dénoncer l'arnaque du principe de « substitution », qui consiste normalement à ne plus prélever l'été ce qui a été prélevé en hiver. Des volumes importants seront encore prélevables l'été (quand les conditions de recharge hivernale l'auront permis et que les remplissages de bassines n'auront pas contribué à l'empêcher), et viendront s'ajouter aux volumes prélevés en hiver, pour un total prélevé à l'année encore plus important que ce qui se fait actuellement et qui pose déjà problème !

A cela s'ajoute le fait qu'un prélèvement en période hivernale peut être très impactant sur les milieux et le vivant, jusqu'à produire des assècs hivernaux à une saison pendant laquelle la biodiversité n'y est absolument pas préparée et qui peut complètement remettre en cause les cycles de reproduction par exemple ! Ce sont des problèmes qui ont déjà pu être observés ces dernières années, sur le Curé ou à St Jean de Liversay.

Et les nouvelles bassines, censées être plus vertueuses d'après l'enfumage du protocole d'accord, ne réduisent pas ce risque, bien au contraire ! Preuve en est avec la SEV17, la 1ère et seule des 16 mégabassines du projet SNMP construite à ce jour, a été remplie dès la 1ère année malgré des seuils de nappe extrêmement bas et des alertes très préoccupantes de sécheresse précoce !

Cela entraîne donc effectivement déjà des conséquences graves sur le milieu.

La qualité de l'eau aussi est impactée à cause des nombreux intrants (pesticides et engrais) inhérents aux pratiques agricoles que pérennise le modèle méga-bassines, provoquant des pollutions diffuses à l'origine de la fermeture de nombreux captages destinés à l'alimentation en eau potable.



**La mobilisation prend bien, on le voit à chaque initiative. Peux-tu faire un retour sur les temps forts et nous dire ce qui est prévu pour la suite ?**

Nous menons une lutte sur tous les fronts, à la fois sur le plan juridique puisque des recours sont lancés notamment pour faire annuler l'arrêté autorisant la construction des bassines et dont le 1er jugement est en appel.

Une Pétition a également été déposée à la commission Peti au niveau européen pour dénoncer la violation de 9 directives européennes, et il est prévu que des euro-députés viennent sur place faire une enquête pour démontrer la violation de ces directives.

Sur le plan politique, nous avons été auditionnés dans le cadre de plusieurs commissions parlementaires : une présidée par Loïc Prud'homme (LFI) et Frédérique Tuffnel (LREM) sur les conflits d'usage en situation de pénurie d'eau et une autre présidée par Mathilde Panot (LFI) sur la mainmise sur l'eau par des intérêts privés et ses conséquences.

C'est aussi toute la pression que l'on met sur le terrain grâce à la mobilisation de tout le monde et notamment de tous les citoyen-ne-s. Cela a été le cas avec la dernière mobilisation de fin mars qui a rassemblé + de 7000 personnes à la Rochénard, venues dire stop aux méga-bassines.

Nous continuons à mettre la pression pour que l'État suspende les travaux le temps que les recours juridiques soient jugés et nous de-

mandons à ce qu'un moratoire ait lieu sur la question des bassines. Tant que cela ne sera pas fait, nous continuerons à nous mobiliser.

Nous prévoyons aussi de faire un événement de rencontres et de construction cet été, du 19 au 23 août, au cours d'une « descente de Sèvre » ! Tous les collectifs et citoyen-ne-s engagé-e-s sur ces enjeux y sont invité-e-s pour imaginer comment nous pouvons organiser la résistance localement et nationalement pour contrer ces projets d'accaparement d'eau, comment on propose un projet de territoire alternatif en s'appuyant sur un modèle agricole qui respecte le vivant, un projet qui respecterait vraiment la priorisation des usages de l'eau de la loi sur l'eau (priorité à l'eau potable, puis à la préservation des milieux, et enfin aux usages économiques). Un moment qu'on espère propice pour réinventer nos manières d'habiter le territoire, le partage et la préservation de l'eau...

Enfin, un appel a été lancé conjointement avec les Soulèvements de la Terre et relayé par de nombreuses structures : nous appelons à une mobilisation d'ampleur nationale en cas de démarrage d'un nouveau chantier de bassine, en donnant RDV le samedi 3 semaines après le début de tout nouveau chantier. Sachant qu'il y a des annonces pour de prochains lancements de chantier en septembre, à une période où les tensions seront sans doute à leur comble au vu de la sécheresse estivale qui s'annonce... nous restons donc en alerte et invitons tout le monde à en faire de même, en nous suivant sur les réseaux sociaux ou sur nos sites « [bassinesnonmerci.fr](http://bassinesnonmerci.fr) » et « [lessoulevementsdelaterre.org](http://lessoulevementsdelaterre.org) » !

A moins que l'État entende enfin raison d'ici là et joue la carte de l'apaisement, en suspendant tout chantier et en mettant en place un moratoire tel qu'on le demande depuis si longtemps ?!

*Mathieu Durand*

## ***Ukraine - Face à l'agression impérialiste russe - solidarité internationale***

La Russie continue sa guerre impérialiste en Ukraine. Destructons, morts, crimes de guerre suivent l'armée russe, avec des techniques déjà observées en Tchétchénie et en Syrie. Il est essentiel pour la gauche anti-capitaliste de construire un mouvement internationaliste cohérent, en rappelant le droit à l'autodétermination des peuples et en soutenant le peuple ukrainien, tout en pointant les incohérences des puissances occidentales qui ne soutiennent ce principe que lorsque cela les arrange.

Commençons par la question même du soutien à l'Ukraine : les puissances occidentales le justifient parfois selon le principe du droit à l'autodétermination des peuples. Mais alors, pourquoi le refus de soutenir les mouvements palestiniens et kurdes ? Eux aussi revendiquent ce droit, et comme l'Ukraine, usent de la violence et de la lutte armée pour faire face à des états bien plus puissants. Ce « deux poids deux mesures » est observable pour toutes les autres situations et doit être critiqué.

L'autre justification apportée pour le soutien à l'Ukraine est la lutte pour la démocratie. L'Ukraine est une démocratie – bien que tout le monde s'accorde pour dire qu'elle est imparfaite et corrompue – la Russie une dictature. Il faut donc, au nom de la démocratie, soutenir l'Ukraine. Premièrement, soulignons l'ironie de cet argument – c'est en effet au nom de la démocratie et de la liberté que les Américains ont mené une guerre illégale au regard du droit international en Irak, guerre qui entraîna la destruction du pays et causa de nombreux morts. Et une fois de plus, on peut observer une politique de deux poids deux mesures. Ainsi, l'Occident n'as pas soutenu la révolution syrienne, et ne soutient pas la résistance birmane actuelle, bien qu'eux aussi luttent pour la démocratie.

Enfin, l'accueil de plus de 2 millions de réfugiés ukrainiens doit être célébré, il faut aussi noter la différence de traitement avec les réfugiés syriens, qui pourtant fuyaient aussi une guerre dans laquelle l'armée russe expérimentait les techniques qu'elle utilise maintenant en Ukraine. Et malgré cela, l'Europe a crié à la crise, fermant ses frontières, et en 2021 plus de 3000 migrants sont morts en Méditerranée. N'oublions pas d'ajouter à cela les morts sur les autres routes migratoires. Le nombre de réfugiés tués par la politique migratoire actuelle de l'UE est donc énorme, et la différence de traitement n'en est que plus évidente. Et même si l'on se réjouit évidemment de la victoire que constitue l'accueil des 2 millions et quelques ukrainiens en Europe, il nous faut demander que les gouvernements rendent des comptes sur ce double traitement gravissime.

De nombreux pays du « Sud » refusent de choisir un camp dans cette guerre. L'injustice de la réponse du



bloc occidental, qui ne se préoccupe que de ses intérêts et bafoue les valeurs qu'il défend actuellement dès que ça l'arrange en sont la cause. Afin de présenter un front uni anti-impérialiste et un réel réseau de solidarité pour permettre de répondre à cette agression et à toutes les autres du même genre, il est donc nécessaire de construire un mouvement global internationaliste.

Notons tout de même la présence d'un bataillon de gauche luttant contre la Russie, composé d'antifasciste, anarchistes et libertaire. Différents documentaires et articles sont disponibles, ainsi que des caennettes de soutien. Ils, ainsi que les réseaux féministes, syndicaux et antiraciste ukrainien doivent être impérativement soutenus, ainsi que l'opposition russe et biélorusse.

La guerre en Ukraine soulève aussi des questions internes à la politique française. En effet, la France fournit des armes à l'Ukraine, et dans un contexte global de course aux armements, le gouvernement utilise une rhétorique guerrière et cherche à augmenter le budget de l'armée. De plus, si jusqu'à maintenant l'Europe de la défense se cantonnait à une guerre injuste envers la soi-disant « menace » migratoire ; maintenant elle est motivée par un ennemi commun : la Russie. Il faut résister à cette rhétorique – le soutien à l'Ukraine, en première ligne contre la Russie, ne doit pas nous embarquer dans une folie guerrière qui ne nous mènerait à rien. La France n'est pas en guerre, et n'est pas menacée actuellement par la Russie. Il ne faut donc pas céder aux discours va-t-en-guerre qui cherchent à mobiliser le peuple sous une « union sacrée » faisant en fait taire la classe prolétaire au nom de l'unité nationale.

***Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !***

**Zorok**

## ***Fonderies du Poitou : la désindustrialisation capitaliste***

*Le 30 juin 2022 avait lieu la dernière coulée de culasse des Fonderies du Poitou à Ingrandes-sur-Vienne, dans le bassin châtelleraudais. Après 10 ans de lutte sans relâche, plus de 600 travailleurSEs ont subi de plein fouet les logiques de désindustrialisation organisée par les capitalistes.*

### **Capitalistes, Renault, Etat : tous responsables**

Ouvertes en 1981, les Fonderies du Poitou Fonte et Aluminium fabriquaient des pièces automobiles pour le groupe Renault, qui en 1998 décide de vendre le site à des groupes privés successifs tout en restant leur unique client.

En 2011, une énorme lutte démarre : après un nouveau changement de direction, un plan de baisse des salaires est décidé et quelques mois plus tard un placement en redressement judiciaire. Cette lutte permet alors d'éviter la fermeture des Fonderies mais n'est que le début d'une longue bataille. En effet, plusieurs grands groupes privés vont ensuite se succéder tous les 2-3 ans en moyenne, avec à chaque fois la même routine : les actionnaires rachètent l'usine, bénéficient de nombreuses subventions de l'Etat, n'investissent pas dans l'outil de production et repartent quelques années plus tard avec le savoir-faire industriel pour produire les mêmes pièces dans d'autres pays.

Dans le même temps, Renault, dont l'Etat est le principal actionnaire, en profite pour réduire de plus en plus ses commandes, prétextant un besoin moindre par la baisse des moteurs thermiques avec le changement climatique. Mais la réalité est tout autre : Renault continue de fabriquer les mêmes pièces qu'aux Fonderies mais dans d'autres pays d'Europe où les salaires sont nettement inférieurs aux salaires français et les conditions de travail dégradées.

Ainsi, la fonderie Fonte ferme ses portes en juillet 2021 puis l'Aluminium suit en juillet 2022 suite à une baisse progressive des commandes de Renault, puis une liquidation judiciaire et un retrait des actionnaires, laissant près de 600 travailleurSEs sur le carreau.

### **La lutte comme seule option**

Alors la fermeture était-elle inévitable ? Selon les syndicats, pas du tout.

Depuis près de 20 ans, en plus des nombreuses

grèves et blocages de production, les syndicats des Fonderies ont beaucoup réfléchi sur une réorientation de la production et ont proposé différents projets de reconversion qui allaient dans le sens de la transition écologique, par exemple pour des rails de train, des pièces de camion ou de vélo.

Mais ces propositions n'étaient pas du goût des capitalistes et des gouvernements libéraux successifs : aucun plan d'investissement n'a été fait dans ce sens ni par les actionnaires, ni par Renault, ni par l'Etat. Leurs intérêts et leurs profits passaient évidemment avant l'emploi et la vie de 600 travailleurSEs, de 600 familles et de tout un bassin rural qui verra comme principale conséquence l'accélération de la casse des services publics, notamment l'hôpital.

### **Casse industrielle et montée de l'extrême-droite**

Depuis quelques années, l'extrême-droite fait de nombreuses percées dans le milieu ouvrier du bassin châtelleraudais. En effet, la classe ouvrière n'a cessé d'être abandonnée par les politiques néolibérales avec des fermetures d'usine en cascade et la casse massive des services publics en ruralité. Ainsi, elle finit par se tourner vers les discours qui pourraient lui plaire. Et ça, le Rassemblement National et Marine Le Pen l'ont très bien compris. Prétendue défense des ouvrierEs et de la ruralité, pouvoir d'achat, industrie française : le discours de façade de l'extrême-droite finit par prendre dans une partie de la classe ouvrière, malgré une réalité politique bien différente où le RN a un programme libéral et des idées qui ont toujours bénéficié aux plus riches.

Il ne faut évidemment pas nier qu'il existe un vote profondément raciste parmi les votes du RN en ruralité, mais ce vote résulte également d'un abandon par une pseudo-gauche, qui, une fois au pouvoir a toujours fini par se plier aux logiques libérales.

**La lutte des Fonderies a tout de même marqué un tournant historique dans le bassin châtelleraudais. Car, malgré le défilé de politiques notamment en période électorale pendant 10 ans, seule la lutte organisée par les travailleurs eux-mêmes a permis de maintenir les emplois, bien mieux que n'importe quelle élection. Une preuve supplémentaire de l'importance de la lutte sur le terrain et dans les entreprises, organisée par et pour les travailleurSEs face aux logiques capitalistes.**

*Jordan P.*

# ÇA SE PASSE À POITIERS !



Le samedi 2 juillet dernier, à 11h00, devant l'église Notre Dame de Poitiers, plusieurs centaines de femmes et d'hommes ont manifestés suite à l'appel à la mobilisation contre la remise en cause du droit à l'avortement aux Etats-Unis.

Le collectif du 8 Mars a exprimé « son soutien aux Américaines qui viennent de perdre la garantie d'un droit fondamental ».

## Bulletin de souscription

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse postale complète :  
.....  
.....  
.....

Courriel : .....

J'autorise le NPA 86 à m'envoyer des informations par courriel.

Chèque à l'ordre de « N.P.A. Souscription »

Nouveau Parti Anticapitaliste  
Fédération de la Vienne  
BP 152  
86004 POITIERS

Nouveau Parti Anticapitaliste  
Siège national  
2 rue Richard Lenoir  
93100 MONTREUIL

## Agenda



Pour rester au fait de nos actualités, pensez à consulter régulièrement l'agenda du site du NPA86 !

Et également...

## l'Anticapitaliste

n°624 | 14 juillet 2022 - 1,50€

l'hebdomadaire du NPA - LANTCAPITALISTE.ORG



DANS LA RUE.

**CENSURONS**

**MACRON,**

**LES CAPITALISTES**

**ET LES PATRONS!**

**Dossier**  
**DES LECTURES**  
**POUR L'ÉTÉ**  
Pages 6 et 7

**ÉDITO**  
L'argent d'Uber  
Page 2



**PREMIER PLAN**  
EDF: « Nationalisations » ou socialisation des pertes ?  
Page 2  
Union européenne.  
« Taxonomie verte » : détruite le climat au nom du climat !  
Page 3

**ACTU INTERNATIONALE**  
USA. L'été commence avec des fusillades et des manifestations de masse  
Page 4  
Soudan. Les manœuvres des putschistes  
Page 5

**ACTU SOCIALE**  
Éducation nationale. Chronique d'une pénurie de personnels annoncée  
Page 8

**LIBRE EXPRESSION**  
HDP (Turquie). Un congrès festif malgré les menaces  
Page 12

Tous les jeudis, l'hebdomadaire du NPA  
Pour une presse libre et militante !